

« Il n'y a plus d'alternative, ce sera le chaos ou le retour à la souveraineté du peuple »



Par Christian Darlot

Dans un entretien avec des journalistes du Figaro, le sociologue Christophe Guilly explique les causes de la révolte des classes moyennes, confrontées dans tous les pays d'Europe à la perte de leur fonction économique et à la baisse de leur niveau de vie. Cette chute, les faisant retomber parmi les classes dominées, aux revenus précaires, dont elles étaient sorties depuis quelques générations, résulte des changements matériels de la société.

En effet, la chronologie des quarante dernières années montre, sans doute possible, l'enchaînement des causes et des effets : la cause première est l'imposition du libre-échange par la finance anglo-saxonne. Au début des années 80, un intense battage publicitaire présenta le libre-échange comme le meilleur moyen de prospérité et de paix mondiales, et le duo Thatcher-Reagan fut choisi comme voyageurs de commerce de cette idéologie mercantile. Tout en découle : les faillites d'entreprises, la délocalisation de la production, le chômage ouvrier, puis la délocalisation des bureaux d'étude et le chômage des ingénieurs et des cadres, et par réaction la création de boulots tertiaires parasites pour les enfants des classes sup et moyennes-sup, et l'aumône d'allocations au populo pour maintenir la paix sociale. Trois générations de chômeurs ont été ainsi dissuadées de se révolter contre le sort imposé par les maîtres de l'économie, et à présent ils sont présentés comme des paresseux. Sous prétexte d'attractivité économique, les prestations sociales sont diminuées. Pendant ce temps, les institutions d'enseignement étaient dégradées en garderies afin de différer l'augmentation du nombre de sans-emploi, et à présent le niveau d'instruction s'effondre. À quoi bon dépenser *un pognon de dingue* pour instruire le peuple si les travailleurs qualifiés ne sont plus nécessaires ? Mieux vaut n'instruire que les héritiers. Une société de castes s'instaure.

La mondialisation aligne tendanciellement les revenus : ceux des producteurs des pays développés sur ceux des producteurs des pays pauvres, et ceux des dirigeants sur ceux des maîtres du jeu mondial. Elle détruit donc la cohésion sociale dans chaque pays développé, sans pour autant permettre une cohésion à l'échelle mondiale. En allongeant les chaînes de production, elle enrichit les compagnies commerciales qui empochent la différence des salaires entre les pays, et elle fait la fortune des armateurs, et surtout des banquiers, fournisseurs d'avances financières. Elle renforce la volonté des dirigeants

des États les plus puissants de contrôler les sources de matières premières et d'énergie, afin de maintenir les vassaux dans la soumission. Elle pénalise donc les pays qui n'ont pas de grandes disponibilités en énergie (d'où l'attaque contre l'énergie nucléaire, française en particulier), tandis que la spécialisation tend à déstructurer, puis à détruire, le réseau économique productif des puissances généralistes comme la France.

Cet enchaînement de conséquences du libre-échange aurait suffi à causer la crise actuelle, mais d'autres facteurs l'ont aggravée :

- Le rattrapage technique, éducationnel, et à présent scientifique, de pays comme la Chine, l'Inde, le Viet Nam, aux salaires croissants, mais encore nettement plus bas que les salaires des pays d'Europe.
- Le prodigieux progrès des télécoms, qui permet de délocaliser les bureaux d'étude, d'assurer la logistique des échanges de marchandises, et aggrave la spéculation. Ce fut le moyen de mettre en œuvre la mondialisation, non seulement matérielle, mais aussi intellectuelle et surtout idéologique et financière.
- La création et la circulation sans frein de capitaux fictifs. Les banques privées ont usurpé le pouvoir d'émettre de la monnaie, qu'elles émettent désormais sans contrepartie réelle. L'étendue mondiale de leurs réseaux les fait échapper au contrôle par les États, dont elles ont au contraire corrompu et soumis les dirigeants politiques. Elles peuvent ainsi tout acheter, terres, industries, services, en payant en monnaie de singe, monnaie sans valeur, mais ayant cours légal dans le monde entier et soutenue par des systèmes judiciaires, de plus en plus corrompus eux aussi, ainsi que par la force armée. La force brute est employée dans des guerres d'agression. Dans les pays soumis à l'empire financier, des entreprises peuvent encore mettre au point des innovations techniques, souvent remarquables, mais ne peuvent plus les développer et sont contraintes de les céder aux grandes sociétés. Vingt grandes compagnies financières dirigent les banques centrales et contrôlent le capital des deux cents plus importantes sociétés industrielles et commerciales mondiales. Leur budget est supérieur à celui de nombreux États, et elles ont donc des services de prospective, de corruption et d'action, aussi étoffés que les ministères des États. Leurs dirigeants rivalisent, mais se connaissent et se concertent.

En Europe, dans l'espoir de restaurer une autonomie financière à l'échelle du continent, des dirigeants politiques incompetents et chimériques ont institué une monnaie qu'ils ont voulue unique, l'euro, trop forte pour l'économie de la plupart des pays, et dont les dirigeants allemands ont profité pour détruire l'industrie des pays voisins.

Le système coince à présent, sur la dette (fictive), la perte de compétence (réelle), l'idéologie (importée et délirante) et la sujétion (imposée, mais acceptée). La dette est voulue pour donner prétexte à brader les moyens de production de la Nation – augmenter la dette fut une des fonctions de la fausse épidémie covidique – et l'idéologie sert à distraire l'attention vers

des problèmes imaginaires, réchauffement climatique prétendument d'origine humaine et guerre des sexes. La décadence intellectuelle et morale des classes dominantes révèle son adaptation à cette nouvelle organisation mondiale, tandis que le wokisme sert à embrouiller les esprits pour empêcher les luttes sociales.

En outre, une volonté idéologique ne peut plus être niée : un dessein, dont les citoyens ne perçoivent encore qu'une partie, a été élaboré depuis longtemps et est mis en œuvre par une oligarchie restant volontairement discrète, mais dont les porte-parole sont chargés de révéler progressivement les projets pour y habituer peu à peu les peuples. Ce dessein est de submerger par l'immigration les peuples européens (trop contestataires ?), de détruire leur civilisation, et d'exterminer une partie de la population mondiale. Ce constat n'est pas une rêverie complotiste, il résulte de l'observation du monde. Les événements des trois dernières années ne sont pas des conséquences de l'évolution spontanée des sociétés, mais d'un plan élaboré, dont les modalités d'application sont mises à jour et adaptées à l'évolution de la situation, au gré des circonstances.

Cela paraissait impensable, inimaginable, mais depuis 2020 c'est devenu patent. Les porte-voix de l'oligarchie publient ouvertement sa volonté d'imposer son pouvoir. Les promoteurs de « l'Agenda 2030 » et de la « Grande réinitialisation » font publiquement leur réclame.

L'opposition mondialistes/souverainistes est là.

Guilly prévoit, à raison, un sursaut des classes moyennes qui pressentent l'ouverture de la trappe sous leurs pieds. Quand elle s'est ouverte sous les pieds des ouvriers, les meneurs de la bourgeoisie opulente ont conseillé aux chômeurs de « positiver », de s'adapter, de passer de la Sidérurgie à l'Informatique, et les classes moyennes ont approuvé. Mais à présent qu'on leur dit de traverser la rue, les classes moyennes comprennent que leur vie est menacée.

Cependant un sursaut sans base productive ne serait qu'un ultime soubresaut avant l'agonie.

Le redressement passe impérativement par :

- La production locale, donnant du travail et motivant un renouveau d'ingéniosité technique. Des droits de douane sont nécessaires pour permettre de développer des activités nouvelles, et donc des frontières nationales sont indispensables, ainsi que des accords internationaux mettant fin au libre-échange absolu des marchandises, des services, des capitaux et des personnes. Tout le contraire des traités que signe Pustula la Hyène.

- Le redressement de l'éducation, le retour à des raisonnements fondés sur la réalité objective, et la restauration de l'intérêt général – donc national – contre la mentalité irréaliste, individualiste et subjective ; la lutte contre la propagande wokiste et mondialiste.

À l'échelle de la croissance démographique et économique du monde, la France est désormais un pays moyen. Une politique adaptée doit donc être complètement inventée. Il faut :

– En politique intérieure : refonder le pouvoir à partir de la base et bâtir une démocratie véritable. Tâche difficile, puisque désormais une partie du territoire est devenu étrangère, composée d'îlots hors-la-loi et parasitaires. Des pouvoirs locaux sont nécessaires pour permettre l'expression et la mise en œuvre de la volonté des citoyens, mais pourraient être utilisés par des puissances hostiles pour infiltrer le pouvoir politique et économique. Un équilibre institutionnel nouveau, sans précédent, est à définir. Tant à l'échelle de l'Europe qu'à celle de la France, il faut empêcher l'institution d'une organisation impériale plutôt que nationale : à l'échelle de l'Europe, il faut refuser toute supranationalité ; à l'échelle de la France, il faut promouvoir l'action locale, mais refuser tout communautarisme.

Cette tâche indispensable nécessite d'écarter du pouvoir tous les traîtres qui y ont été placés. Ce sera le plus difficile.

– En politique extérieure : recouvrer la pleine souveraineté, abolir l'UE et refonder une coopération prudente avec les pays d'Europe. La langue française est encore une des dix les plus parlées dans le monde, c'est un atout très important. Ce n'est pas par lubie que le freluquet dit qu'il n'a jamais vu la culture française (cela n'étonne pas de lui) et parle angali *ex officio*. Il obéit spontanément à ses maîtres, dont il partage la volonté de soumettre la France. La simple survie de la nation impose de s'émanciper des Zanglos, des Zélus et des Teutons, de faire fond sur la tradition culturelle française, en particulier en s'alliant à l'Italie, à présent totalement soumise à l'OTAN, mais ayant conservé une tradition de beauté mise à mal en France. La France n'a pas d'ennemi militaire, mais, depuis 2005 et le retour de l'agent étasunien Sarközy, l'OTAN l'entraîne dans des guerres d'agression ne la concernant pas. L'intérêt national est de quitter l'OTAN, de renouer des liens de confiance avec la Russie et l'Iran – qui l'accepteraient très volontiers – de rétablir les liens séculaires avec l'Afrique et l'Amérique du Sud, et de renouer tous ces liens en respectant le principe d'égalité entre États souverains.

L'intérêt et l'honneur convergent, pour le salut de la France.

Tout est à réinventer et à refaire, et il faut toujours beaucoup de vieux pour faire du neuf.